

CAHIER DES CHARGES

Assistance Technique pour le Renforcement du Dispositif National de Lutte Contre la Traite des Personnes et la Prise en Charge des Victimes

I. Informations générales

- **Intitulé de la mission** : Assistance technique au CNLTP pour le renforcement du dispositif national de lutte contre la traite des personnes et la prise en charge des victimes
- **Bénéficiaire** : Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP)
- **Pays** : Côte d'Ivoire
- **Durée prévue** : 24 mois
- **Budget** : 199,000 € (dont un budget de 144,000 € pour la tranche ferme et de 55,000 € pour la tranche optionnelle)

II. Contexte et justification du besoin

Le Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP) est l'organe interministériel chargé de coordonner et de suivre les actions visant à lutter contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire. Dans le cadre de l'Objectif Stratégique 2 de la Déclaration d'Abidjan, le CNLTP souhaite renforcer ses capacités opérationnelles en s'appuyant sur un cabinet spécialisé pour :

1. Améliorer la coordination entre les parties prenantes. Une coordination renforcée entre les divers intervenants, est assurée par le CNLTP, comprenant la tenue de réunions régulières et d'échanges d'informations entre partenaires, forces de sécurité, acteurs judiciaires et organismes de protection ;
2. Renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la lutte contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire. Renforcement des capacités du mécanisme national en matière de coordination des acteurs impliqués dans l'identification, la prise en charge et la réintégration des victimes de traite, notamment les unités spécialisées des forces de l'ordre, les partenaires techniques, les centres d'accueil et la société civile. Aussi le soutien technique à l'équipe de formateurs du CNLTP par le biais de sessions de coaching pour les acteurs clés dans la lutte contre la traite (psychologues, équipe du Programme National de Santé Mentale (PNSM) forces de sécurité, juges, procureurs et autres acteurs de la chaîne pénale). Le soutien technique va inclure un renforcement des compétences pour la gestion du centre d'accueil étatique qui sera construit dans le cadre du projet ;
3. Assurer une prise en charge complète et adaptée des victimes, notamment dans un contexte transnational. Un axe stratégique essentiel de ce dispositif est l'assistance et la réinsertion socio-économique des victimes. Actuellement, il n'existe pas de centres étatiques spécifiquement dédiés à cette assistance, en particulier pour les victimes adultes. Le système fait donc appel aux structures des Organisations de la Société Civile, qui jouent un rôle clé dans l'efficacité des interventions. Aussi, il s'agira d'appuyer l'Unité de lutte contre la Criminalité

Transfrontalière (UCT) pour la prise en charge alimentaire, sanitaire et des besoins de base des victimes qui transitent dans leur structure suite aux opérations de démantèlement.

Cette action vise à apporter un soutien complémentaire au CNLTP en répondant aux besoins des victimes de traite à deux niveaux :

- a) Avant leur arrivée en structure d'accueil, en assurant leur transport depuis le lieu d'identification jusqu'à la structure d'orientation, tout en leur fournissant des kits de voyage, kits de dignité et les biens nécessaires ;
 - b) Pour leur réintégration, en portant une attention particulière aux cas les plus vulnérables et les rapatriements volontaires des groupes nombreux en collaboration avec les comités nationaux et les consulats compétents.
4. Consolider les mécanismes de sensibilisation et de réintégration sociale. L'action prévoit la sensibilisation des familles d'accueil sur des questions telles que la protection, la stigmatisation, et les conséquences psychologiques de la traite. Une équipe de formateurs du CNLTP appuiera les travailleurs sociaux et les membres des cellules régionales du CNLTP dans l'accompagnement des familles d'accueil, afin de créer un environnement protecteur et favorable à la réintégration des victimes. L'expertise du PNSM pourra être également sollicitée pour cette activité.
 5. Conception d'outils pour le renforcement de la prévention du phénomène de TEH en mettant l'accent et les moyens sur la sensibilisation de proximité et de masse ainsi que sur l'utilisation des nouvelles technologies qui représentent actuellement un facteur important dans le recrutement des personnes vulnérables à la traite.

Le cabinet sélectionné jouera un rôle clé dans l'accompagnement technique, financier et logistique du CNLTP pour la mise en œuvre de ces priorités.

III. Objectifs et résultats attendus

1. Objectif général

Renforcer le dispositif national de lutte contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire, en améliorant la coordination des acteurs, les capacités techniques et l'assistance apportée aux victimes.

2. Objectifs spécifiques

- **Coordination** : Organiser des cadres de concertation et d'échange pour harmoniser les interventions des acteurs impliqués.
- **Formation et coaching** : Renforcer les capacités techniques des membres du CNLTP, des forces de sécurité, des acteurs judiciaires et des organisations partenaires sur la traite des êtres humains.
- **Assistance aux victimes** : Améliorer les mécanismes d'accueil, de réintégration et de soutien aux victimes, en intégrant une attention particulière aux cas les plus vulnérables.
- **Sensibilisation des familles d'accueil** : Sensibiliser les familles pour favoriser un environnement protecteur et inclusif pour les victimes de traite.
- **Conception d'outils** pour le renforcement de la prévention du phénomène de TEH.
- **3. Résultats attendus**

- Une coordination efficace entre les parties prenantes.
- Des compétences renforcées chez les acteurs clés.
- Une meilleure coordination et prise en charge des victimes dans leur accueil et réintégration.
- Des familles d'accueil préparées à gérer les besoins spécifiques des victimes.
- La prévention du phénomène de la traite est renforcée.

IV. Description des activités

1. **Renforcement de la coordination :**
 - Organisation de réunions semestrielles de coordination.
 - Développement d'un mécanisme d'échange d'informations entre partenaires.
2. **Formation et coaching des acteurs clés :**
 - Sessions de formation pour les forces de sécurité, juges, procureurs, et acteurs sociaux.
 - Coaching spécialisé pour le personnel du CNLTP et les partenaires techniques.
3. **Assistance et réintégration des victimes :**
 - Organisation des moyens de transport pour les victimes.
 - Fourniture de kits de dignité et coordination avec les centres d'accueil et les consulats.
4. **Soutien aux familles d'accueil :**
 - Sessions de sensibilisation sur la gestion des traumatismes et la réduction de la stigmatisation.
5. **Prévention du phénomène de la traite :**
 - Conception d'outils pour le renforcement de la prévention du phénomène de TEH.

V. Indications supplémentaires sur le cabinet recherché

Dans le cadre de ce contrat de prestation de service, le cabinet sélectionné devra répondre aux exigences suivantes :

1. Profil du cabinet

- **Expertise technique avérée :** Le cabinet doit disposer d'une expérience significative dans la gestion de projets complexes en collaboration avec des entités étatiques, et le renforcement des capacités des acteurs nationaux.
- **Connaissances juridiques et opérationnelles :** Une bonne maîtrise des cadres juridiques nationaux et internationaux relatifs à la traite des personnes est requise.
- **Capacité de coordination multisectorielle :** Le cabinet devra démontrer une capacité à travailler avec divers partenaires (forces de sécurité, système judiciaire, OSC, et partenaires techniques et financiers).
- **Présence locale :** Une implantation en Côte d'Ivoire et une capacité logistique et administrative à opérer efficacement dans le pays.

2. Capacité de facturation et de gestion financière

- **Facturation** : Le cabinet doit être légalement constitué et en mesure d'émettre des factures conformes aux exigences fiscales et comptables ivoiriennes.
- **Gestion des financements** : Une expérience préalable dans la gestion de fonds importants pour des projets similaires, avec des mécanismes de suivi financier rigoureux, est essentielle.
- **Transparence et reporting** : Le cabinet doit être capable de fournir des rapports financiers clairs, détaillés et réguliers pour garantir la traçabilité des fonds alloués.

3. Équipe technique

- **Disponibilité pour un appui continu** : Le cabinet devra être capable de répondre rapidement aux besoins du CNLTP sur une base régulière pendant toute la durée du contrat (24 mois).
- **Langues** : La maîtrise du français est obligatoire. La connaissance d'autres langues locales ou régionales constitue un atout.

4. Missions principales confiées au cabinet

- Soutien technique au CNLTP pour ses activités de coordination et de suivi avec les acteurs partenaires.
- Appui dans la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre des activités (y compris des financements complémentaires si requis).

5. Critères de sélection prioritaires

- **Expérience confirmée** dans la gestion de contrats de prestation de services similaires, notamment dans les domaines de la protection et des droits humains.
- Références vérifiables de missions similaires réalisées dans des contextes comparables (Afrique de l'Ouest ou autres régions pertinentes).
- Évaluation positive des propositions techniques et financières soumises.

Ces critères garantiront que le cabinet retenu puisse appuyer efficacement le CNLTP tout en assurant une gestion rigoureuse et durable des fonds mis à disposition pour la lutte contre la traite des personnes et la prise en charge des victimes

VII. Modalités de coordination et exécution

- **Interlocuteur unique** : Le cabinet devra désigner un point focal pour la coordination avec Expertise France et le CNLTP. Une coordination étroite avec les équipes du CNLTP et d'Expertise France devra impérativement être mise en place dès la phase de préparation des missions et jusqu'à leur finalisation. Cette coordination garantira une mise en œuvre fluide et efficace des activités prévues.
- **Réunions de suivi** : des échanges réguliers avec Expertise France et le Secrétariat Exécutif du CNLTP seront à prévoir pour rendre compte de l'état d'avancement des missions, signaler les difficultés rencontrées, et, le cas échéant, ajuster les interventions pour répondre aux besoins émergents des personnes assistées.

M. Alessandro RABBIOSI sera l'interlocuteur unique du prestataire pour Expertise France.

- **Téléphone** : +225 07 27 12 09

- **Courriel** : alessandro.rabbiosi@expertisefrance.fr

VIII. Lieu, durée et coûts

- **Durée effective** : 24 mois.
- **Lieu principal** : Abidjan, avec possibilité d'interventions régionales.

IX. Livrables attendus :

Livrable	Description	Date de livraison
1. Rapport initial d'analyse des besoins et plan de mise en œuvre	Analyse détaillée des besoins du CNLTP et plan d'action pour renforcer le dispositif de lutte contre la traite, incluant la collaboration avec des experts nationaux	Mois 1
2. Rapports des sessions de coaching et formations dispensées	Compte rendu des sessions de coaching et de formation, incluant les acteurs formés et les thématiques couvertes	Mois 3, 9, 12, 15, 18
3. Rapport semestriel d'activités	Rapport des réunions de coordination sur les activités prévues ou à réaliser et les recommandations pour améliorer la coordination	Mois 6, 12, 18, 24
4. Rapport d'évaluation des actions de réintégration des victimes	Bilan des actions de réintégration, incluant les succès, les défis et les recommandations pour améliorer le processus	Mois 12, 24
5. Rapport final d'impact et recommandations pour le CNLTP	Rapport final évaluant l'impact global du projet sur le dispositif de lutte contre la traite, avec des recommandations	Mois 24

Ces livrables permettront de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre, d'assurer une bonne coordination des acteurs et de guider le CNLTP dans la consolidation de ses actions de lutte contre la traite.

X. Coordination

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre du projet. Cet interlocuteur sera responsable de la coordination avec Expertise France et les autres partenaires impliqués dans la mission.

Une réunion de lancement se tiendra trois **(03) jours** après la notification du contrat afin de présenter le projet, préciser les objectifs et harmoniser les approches.

XI. Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel d'exécution des missions se présente comme suit :

Ref : DAJ_M003_v02, Juin 2021

Expertise France

SIRET : 808 734 792 – 40 Boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS– France

Activités	Lieu	Période	Durée (H/J)
Réunion de lancement	Abidjan	Mois 1	1 jour
Réunions de coordination semestrielles	Abidjan	Mois 6, 12, 18, 24	2 jours (1 jour par réunion)
Sessions de coaching pour le CNLTP	Abidjan	Mois 3, 9, 12, 15, 18	5 jours (2 jours par session)
Formations pour les acteurs pénaux	Abidjan	Mois 4, 10, 14, 18	6 jours (3 jours par formation)
Suivi et évaluation de la prise en charge des victimes	Abidjan	Mois 6, 12, 18	4 jours (2 jours par session)
Sessions de sensibilisation des familles d'accueil	Abidjan	Mois 8, 14	4 jours (2 jours par session)
Rapport final et clôture du projet	Abidjan	Mois 24	1 jour
Total			24 jours

XII. Expertise et profil demandés

- Expertise technique avérée : Le cabinet doit disposer d'une expérience significative dans la gestion de projets complexes en collaboration avec des entités étatiques, et le renforcement des capacités des acteurs nationaux.
- Connaissances juridiques et opérationnelles : Une bonne maîtrise des cadres juridiques nationaux et internationaux relatifs à la traite des personnes est requise.
- Capacité de coordination multisectorielle : Le cabinet devra démontrer une capacité à travailler avec divers partenaires (forces de sécurité, système judiciaire, OSC, et partenaires techniques et financiers).
- Présence locale : Une implantation en Côte d'Ivoire et une capacité logistique et administrative à opérer efficacement dans le pays.

Capacité de facturation et de gestion financière

- Facturation : Le cabinet doit être légalement constitué et en mesure d'émettre des factures conformes aux exigences fiscales et comptables ivoiriennes.
- Gestion des financements : Une expérience préalable dans la gestion de fonds importants pour des projets similaires, avec des mécanismes de suivi financier rigoureux, est essentielle.
- Transparence et reporting : Le cabinet doit être capable de fournir des rapports financiers clairs, détaillés et réguliers pour garantir la traçabilité des fonds alloués.

3. Équipe technique

- Disponibilité pour un appui continu : L'équipe devra être capable de répondre rapidement aux besoins du CNLTP sur une base régulière pendant toute la durée du contrat (24 mois).
- Langues : La maîtrise du français est obligatoire. La connaissance d'autres langues locales ou régionales constitue un atout.

Critères de sélection prioritaires

- Connaissance du CNLTP et son mode de fonctionnement.

- Expérience confirmée dans la gestion de contrats de prestation de services similaires, notamment dans les domaines de la protection et des droits humains.
- Références vérifiables de missions similaires réalisées dans des contextes comparables (Afrique de l'Ouest ou autres régions pertinentes).
- Évaluation positive des propositions techniques et financières soumises.

I. Tranche Optionnelle

Dans le cadre de mise en œuvre dudit contrat de prestation de service Expertise France pourra affermir , à partir de la deuxième année (mois 13) de mise en œuvre sur la base des nécessités dument exprimées, la tranche optionnelle correspondant aux activités précisées ci après (pour un budget maximal de 55 000 euros HT) :

Activité 1 -

- Soutien au système de protection des victimes au niveau régional par le CNLTP.
Activités : renforcer le dispositif d'accueil et prise en charge des victimes au niveau des cellules régionales suite à l'identification du CNLTP.

Livrable	Description	Date de livraison
1. Rapport initial d'analyse des besoins pour argumenter la demande de la tranche optionnelle en lien avec les activités identifiées dans le chapitre X.	Analyse détaillée des besoins du CNLTP et plan d'action pour renforcer le dispositif de lutte contre la traite, incluant la collaboration avec des experts nationaux	Mois 1 à partir du démarrage de la tranche additionnelle
2. Rapport d'évaluation des actions de réintégration des victimes au niveau des régions	Bilan des actions de réintégration, incluant les succès, les défis et les recommandations pour améliorer le processus	Mois 8 à partir du démarrage de la tranche additionnelle
3. Intégration dans le rapport final d'impact des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la tranche optionnelle et recommandations pour le CNLTP	Rapport final évaluant l'impact global du projet avec l'intégration des actions réalisées grâce à la tranche optionnelle sur le dispositif de lutte contre la traite, avec des recommandations	Avant fin Mai 2027

Activité 2 -

- Soutien à la rédaction du rapport analytique sur la Traite des personnes en Côte d'Ivoire et impact régional (analyse de la provenance des victimes, typologie d'exploitation, etc.) pour l'année 2026 à finaliser et diffuser par le CNLTP dans le premier trimestre 2027. Activité : collecte des données sur le phénomène de la Traite des personnes en RCI, analyse et évaluation de l'impact national et dans la sous-région, rédaction et diffusion du Rapport sur l'état de la Traite des personnes de l'année 2026. Présentation et diffusion dans le premier trimestre 2027.

Livrables	Description	Date de livraison
1. Production du rapport Annuel 2026 sur la Traite des personnes en RCI	Rédaction et diffusion du rapport analytique sur la Traite des personnes en RCI dans l'année 2026	1 ^{er} trimestre 2027
2. Intégration dans le rapport final d'impact des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la tranche optionnelle et recommandations pour le CNLTP	Rapport final évaluant l'impact global du projet avec l'intégration des actions réalisées grâce à la tranche optionnelle sur le dispositif de lutte contre la traite, avec des recommandations	Avant fin Mai 2027

II. Résumé des Livrables attendus pour la tranche optionnelle

Livrables	Description	Date de livraison
1. Rapport initial d'analyse des besoins pour argumenter la demande de la tranche optionnelle en lien avec les activités identifiées dans le chapitre X – Activité 1	Analyse détaillée des besoins du CNLTP et plan d'action pour renforcer le dispositif de lutte contre la traite, incluant la collaboration avec des experts nationaux	Mois 1 à partir du démarrage de la tranche additionnelle
2. Rapport d'évaluation des actions de réintégration des victimes au niveau des régions – Activité 1	Bilan des actions de réintégration, incluant les succès, les défis et les recommandations pour améliorer le processus	Mois 8 à partir du démarrage de la tranche additionnelle
3. Production du rapport Annuel 2026 sur la Traite des personnes en RCI – Activité 2	Rédaction et diffusion du rapport analytique sur la Traite des personnes en RCI dans l'année 2026	1 ^{er} trimestre 2027
4. Intégration dans le rapport final d'impact des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la tranche optionnelle et recommandations pour le CNLTP – Activité 1 et Activité 2	Rapport final évaluant l'impact global du projet avec l'intégration des actions réalisées grâce à la tranche optionnelle sur le dispositif de lutte contre la traite, avec des recommandations	Avant fin Mai 2027